

**La Crise des langues (1985) : textes présentés et colligés par
Jacques Maurais, Paris, Conseil de la langue française,
collection L'ordre des mots, Le Robert**

Christine Portelance

Volume 35, numéro 2, juin 1990

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/003857ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/003857ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Presses de l'Université de Montréal

ISSN

0026-0452 (imprimé)

1492-1421 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Portelance, C. (1990). Compte rendu de [*La Crise des langues* (1985) : textes présentés et colligés par Jacques Maurais, Paris, Conseil de la langue française, collection L'ordre des mots, Le Robert]. *Meta*, 35(2), 447–448.
<https://doi.org/10.7202/003857ar>

■ *La Crise des langues* (1985) : textes présentés et colligés par Jacques Maurais, Paris, Conseil de la langue française, collection *L'ordre des mots*, Le Robert.

Ce livre est la deuxième parution de la collection *L'ordre des mots*. Il fait suite, par le thème, mais non par le traitement, à la publication précédente *La Norme linguistique*. Si cette dernière abordait la norme d'un point de vue surtout linguistique, *La Crise des langues* opte plutôt pour une approche sociologique ou anthropologique de la question. Les deux ouvrages sont en quelque sorte complémentaires.

Il s'agit de vingt articles (plus appendices) rédigés par des représentants de dix-sept nationalités. Témoignages divers concernant les langues de grande diffusion, les langues «minorées» et les problèmes d'enseignement d'une langue d'adoption aux immigrants. Français, anglais, espagnol, allemand, norvégien, danois, serbo-croate, etc. : en tout, plus de treize langues. Les problèmes du français et de l'anglais occupent néanmoins près de la moitié de l'ouvrage.

La question du français est envisagée à partir de quatre points de vue : le français, le québécois, le suisse, le belge. La crise du français en France est abordée par le biais de l'analyse de trois ensembles évaluatifs.

La recherche universitaire constitue le point de vue le plus optimiste. En effet, la variation linguistique est perçue comme neutre ou positive, et cela pour des raisons épistémologiques (la variation ne serait qu'une projection d'une compétence linguistique universelle) et des raisons praxéologiques (certains pensent que des stratégies didactiques pourraient compenser les inégalités sociales alors que d'autres croient qu'il faut plutôt modifier la perception négative des différences linguistiques).

Le deuxième ensemble, l'évaluation officielle de la langue des scolaires, est caractérisé par des réactions d'inquiétude face à ce qui est appelé «crise de la langue». Toutefois, cet ensemble évaluatif ne permet guère de dresser un portrait cohérent de la situation à cause de la difficulté de comparer les différentes enquêtes entre elles et également à cause de l'inexistence d'un appareil de mesure permettant d'évaluer les performances à long et à moyen terme.

Le troisième ensemble évaluatif distingué par l'auteur est constitué d'instances officielles et non officielles, comme les chroniqueurs de langue, les grammairiens, les pamphlétaires, l'A.B.U.F.A. (Association pour le bon usage du français dans l'administration), le Secrétariat permanent du langage auprès de l'O.R.T.F. et autres. D'après l'auteur, l'originalité de ces observations tient surtout à leur caractère concret, mais elles seraient plus sensibles aux idéologies. Elles sont traitées par catégories : orthographe, prononciation, morphologie, syntaxe et lexique. L'éventail des opinions va du plus noir pessimisme à la décontraction.

Dans cet article, qui se termine sur des considérations sociologiques et anthropologiques, l'auteur fait montre d'un souci d'exhaustivité, ce qui a malheureusement pour effet de rendre l'exposé quelque peu confus malgré l'intérêt certain des données utilisées.

Au contraire, l'article suivant «La crise du français au Québec» (J. Maurais) est un exposé clair, bien structuré, divisé en deux parties : l'inventaire des études et des opinions et une évaluation de la question, le tout très bien documenté. Toutefois l'analyse en profondeur d'un aspect important semble avoir été négligé : l'influence du contexte politique entourant la manière de poser la question d'une crise du français au Québec. On ne peut ignorer qu'aux années soixante, où le débat linguistique se fit le plus virulent (joual vs français «universel») correspond une période de quête d'autonomie politique. Le «Maîtres chez nous» de Jean Lesage, illustré d'une nationalisation de l'électricité et de la démocratisation du système d'éducation, en témoigne. Au Québec, l'insécurité linguistique ne peut être détachée de l'insécurité reliée à l'identité nationale. L'aspect éminemment politique

de la question de la notion de «crise des langues» est d'ailleurs souligné par Alain Rey dans son article qui sert de conclusion au livre.

Le très court article (3 pages et demie) du Suisse Christian Rubattel apporte peu d'éléments nouveaux et peut se résumer par une citation de Knetcht utilisée par l'auteur : «La Suisse romande est une Suisse linguistiquement française ou une France politiquement suisse.»

L'article belge (J.-M. Klinkenberg), très consistant, apporte un éclairage des plus intéressants aux problèmes de l'utilisation du français en dehors du territoire national français. Il traite principalement des usages oraux et écrits, du purisme belge, du discours sur la «crise». Et lorsque l'auteur cite Maurice Piron : «Le Belge *transpire*, *épluche* son légume, donne un *acompte*, regarde la *Tévé* et attend le paiement de sa *pension* tandis que le Français *sue*, *pèle* son fruit, verse des *arrhes*, regarde la *Télé* et attend le paiement de sa *retraite*», on peut se demander non sans étonnement si le Québécois, après tout, ne serait pas plus belge que français ! À lire absolument.

L'article de Richard Ruiz peut être très utile pour comprendre les sentiments linguistiques qui animent nos voisins du Sud. La conviction qu'il y a déclin de la qualité de l'anglais aux États-Unis est plus répandue que l'on ne croit généralement. L'auteur nous livre les principales critiques des comportements linguistiques, en ayant pris soin au préalable de nous fournir un profil sociolinguistique américain. Les préoccupations esthétiques, chères au Français et aux francophones en général, n'occuperaient qu'un rôle bien secondaire au chapitre des sentiments linguistiques et ce, au profit d'une conception extrêmement utilitaire de la langue. Il y aurait association entre langue et valeurs, entre langue et pouvoir. Quant à l'opinion de l'auteur, il est d'avis que s'il existe une crise de la langue aux États-Unis, cette crise est morale. À lire surtout pour ce qu'il est possible de lire entre les lignes, à l'heure où certaines personnes considèrent que l'existence des communautés hispanophones constitue une menace pour la langue nationale américaine...

En abordant la crise de l'anglais dans les pays du Commonwealth (l'anglais parlé hors du Royaume-Uni et des États-Unis), Jolly et Robertson soulignent avec justesse les rôles de langue universelle, langue impériale, langue fédérale, langue nationale que l'anglais joue ou peut jouer. Sujet difficile à traiter dans le cadre d'un simple article (les situations linguistiques d'Afrique, d'Asie, d'Australie et d'Amérique sont bien différentes), mais combien passionnant !

Le premier réflexe serait peut-être de douter de l'intérêt des articles concernant des langues plus éloignées de nous telles que le danois, le coréen, le serbo-croate, le basque, etc., mais au contraire, ils permettent de bien illustrer l'existence d'une gamme complète de sentiments linguistiques au sein d'une même communauté linguistique. Du point de vue des sentiments linguistiques, les ressemblances entre différents «états de crise» se retrouvent dans des communautés avec situations économique-politiques similaires.

Ce recueil de textes intéressera tous ceux et celles que la dimension sociale du langage et le pouvoir par la transmission du savoir intéressent. Il rassurera également les inquiets. Non, la crise de la langue n'est pas un phénomène particulièrement québécois.

CHRISTINE PORTELANCE